

Un patrimoine commun ?

Français et Allemands contre la terreur nazie

Hélène Camarade*

» La lutte commune d'Allemands et de Français contre le national-socialisme entre 1933 et 1945 en Europe ne concerne qu'un nombre modeste d'hommes et de femmes, mais elle constitue un patrimoine franco-allemand qui est resté longtemps méconnu et n'a paradoxalement jamais été vraiment valorisé.

Gemeinsames Erbe Widerstand

Deutschen bzw. deutschsprachigen Widerstandskämpfern in Frankreich haftet auch in der Bundesrepublik noch jahrzehntelang der Ruf von Vaterlandsverrätern an. Anders in der DDR, die im deutschen Widerstand in Frankreich seit ihrer Gründung die Internationalisierung kommunistischen Widerstands propagiert, indem sie ihn zu Unrecht ausschließlich Kommunisten zubilligt. Zum ersten DDR-Botschafter in Frankreich wird denn auch ein ehemaliger *Maquis*-Kombattant, Ernst Scholz, ernannt – Symbol und Instrumentalisierungsversuch deutsch-französischer *résistance* im Hinblick auf die bilateralen Beziehungen.

Der deutsch-französische Widerstand gegen den Nationalsozialismus gilt bis in die 1980er-Jahre auch in Frankreich, wo er bis heute bei nicht wenigen Franzosen unbekannt ist, als ausschließliches Erbe deutscher und französischer Kommunisten, dessen Exklusivität erst mit der deutschen Vereinigung dank einschlägiger Forschung – auch was die Aktivitäten französischer Widerstandskämpfer in Deutschland oder deutsch-französische Fraternalisierung in Konzentrationslagern angeht – zu Recht infrage gestellt wird, wie die Autorin anhand von zahlreichen Beispielen aufzeigt.

Red.

Cette lacune tient sans doute principalement au fait que les résistances à Hitler ont été porteuses, dans leurs pays respectifs, de mythes nationaux peu compatibles avec une approche nuancée ou transnationale de la question. Les actions communes menées par Allemands et Français au nom de valeurs partagées auraient pu constituer un socle sur lequel construire la réconciliation et l'amitié franco-allemande. Or il n'en fut rien, les entraves étant trop nombreuses à la reconnaissance de ces actions en France, en République fédérale d'Allemagne et en République démocratique allemande. Dans le cas de la France, le mythe de « résistancialisme » a occulté pendant de longues décennies l'existence même d'une résistance allemande, dont bon nombre de Français n'ont encore aujourd'hui aucune connaissance. La résistance française est par ailleurs devenue un mythe national, rendant invisible la présence, pourtant très importante, d'étrangers en son sein. A partir des années 80, les travaux d'historiens français leur ont rendu peu à peu une visibilité. Dans le cas des combattants allemands, ce sont les milieux communistes qui ont exhumé cet héritage franco-allemand, à l'exemple du germaniste Gilbert Badia, professeur à l'Université Paris 8, ancien de l'organisation communiste TA (Travail allemand), entré au Parti communiste en 1938. Des municipalités communistes ont rendu hommage aux combattants allemands communistes. En 1984,

*Hélène Camarade est maître de conférences en Etudes germaniques à l'Université de Bordeaux 3.

Ernst Buschmann, commandeur de la Compagnie Carmagnole-Liberté (MOI), est fait citoyen d'honneur de Villeurbanne, et en 1987 la ville de Vénissieux honore la mémoire de Norbert Kugler, responsable militaire de Carmagnole-Liberté et des maquis FTP-MOI de cinq départements en Rhône-Alpes, en donnant son nom à une rue. A leur échelle, les associations françaises (pluralistes) d'anciens résistants ont su, elles aussi, rendre hommage à leurs compagnons de lutte allemands à partir des années soixante-dix. En ce qui concerne la résistance de Français en Allemagne, force est de constater que le mythe de « résistancialisme » a fait des travailleurs civils français, requis ou volontaires, un véritable tabou, constituant un frein aux recherches sur leurs éventuelles actions d'opposition.

L'existence de deux Etats allemands a assumé différemment l'héritage de la résistance. En RFA, les résistants dans leur ensemble ont été longtemps considérés comme des traîtres à la patrie ayant mis celle-ci en danger de l'intérieur, alors qu'elle se battait à l'extérieur, conformément à l'image répandue par la propagande nationale-socialiste. Dans les années 50, l'Allemagne d'Adenauer cherche à les réhabiliter, mais elle ne met l'accent que sur les milieux chrétiens et conservateurs. Dans le contexte de la Guerre froide, les résistants communistes, trotskistes ou anarchistes sont complètement laissés en marge de la réception jusque dans les années 80. Or ce sont surtout des résistants issus du mouvement ouvrier qui se sont illustrés dans la Résistance en France ou qui ont, en Allemagne, cherché des contacts avec les Français.

Un autre frein provient de l'image négative que la société ouest-allemande a eue des exilés jusque dans les années 70. Leur absence du territoire aux heures sombres du 3^e Reich est considérée comme une attitude lâche et confortable. Et l'on a longtemps reproché à ceux qui ont combattu dans les rangs des armées alliées – comme le futur chancelier Willy Brandt sous l'uniforme norvégien – d'avoir tiré sur des soldats allemands. Enfin, l'image que la société ouest-allemande s'est peu à peu forgée de la résistance ne correspond pas à la

guérilla urbaine qui a été menée en France, les résistants allemands n'ayant en Allemagne jamais eu l'occasion de prendre les armes.

En RDA, la résistance communiste constitue un véritable mythe fondateur qui sert à légitimer l'existence même de l'Etat. Les résistants communistes sont fêtés comme des héros tant que leurs convictions correspondent à l'idéologie en cours. Les actions du groupe *Europäische Union* sont par exemple reconnues jusqu'en 1964, date à laquelle Robert Havemann, devenu critique envers le parti, en est exclu et son groupe disparaît de l'historiographie officielle. Au lendemain de la guerre, on ne s'intéresse pourtant pas aux Allemands ayant résisté en France. Ceux-ci sont, au contraire, écartés de la construction de la RDA au profit des communistes émigrés à Moscou, considérés par l'Union soviétique comme plus fiables et moins cosmopolites. Dans les années 50, beaucoup des émigrés de l'Ouest sont victimes des purges staliniennees qui ne sont pas dénuées d'antisémitisme. Ceux qui ont collaboré avec l'*Office of Strategic Services* ou avec l'*Intelligence Service* sont accusés d'espionnage

au profit des services ennemis. La plupart d'entre eux sont réhabilités dans la phase de déstalinisation.

La RDA opère ensuite une récupération politique de ce chapitre de la résistance pour illustrer l'internationalisation de la lutte communiste. Les résistants allemands en France sont présentés, à tort, exclusivement comme des combattants communistes, ce qui les condamne, par effet de ricochet, à rester dans l'oubli en Allemagne fédérale. A partir de sa reconnaissance sur la scène internationale en 1972, la RDA cherche à instrumentaliser la résistance franco-allemande pour asseoir sa légitimité dans le cadre des relations avec la France. Le premier ambassadeur de RDA en France, Ernst Scholz, est ainsi un combattant d'un maquis des Alpes et Gerhard Leo est envoyé à Paris comme correspondant du *Neues Deutschland*, l'organe du parti. C'est à cette époque que paraissent la monographie partielle de Karlheinz Pech (*An der Seite der Résistance*, Militärverlag der DDR, 1974), les premiers témoignages conformes à l'historio-

« En RDA, la résistance communiste constitue un véritable mythe fondateur »

graphie officielle (Dora Schaul, *Résistance. Erinnerungen deutscher Antifaschisten*, 1976) ainsi que la monographie écrite par le député communiste Florimond Bonte (*Les antifascistes allemands dans la Résistance française*, Editions sociales, Paris 1969).

L'approche plus critique en France du comportement de la société française et de sa politique sous l'occupation à partir des années 80, puis la réunification en 1990 ont permis de redécouvrir en partie, au cours de la dernière décennie, les liens qui se sont noués entre Français et Allemands dans le combat contre le national-socialisme. Des témoignages ont été publiés (*Frauen aus Deutschland in der französischen Résistance*, Berlin 2005; *Aus dem Leben von Peter und Ettie Gingold*, Francfort/Main 2006), d'autres ont été réédités dans des versions non tronquées (Gerhard Leo, *Frühzug nach Toulouse*, Berlin 1992 / *Un Allemand dans la Résistance. Le train pour Toulouse*, Paris 1997) et des films documentaires ont été réalisés. Plusieurs thèses de doctorat ont été soutenues ou sont en cours en France et en Allemagne. Il semble cependant que la mémoire d'une résistance franco-allemande reste un patrimoine que seuls les communistes, français et allemands, savent entretenir. Lorsque Gerhard Leo fut décoré en 2004 de l'Ordre de Chevalier de la Légion d'honneur, seuls les quotidiens communistes *Neues Deutschland* et *Junge Welt* s'en firent l'écho, et à la mort de Peter Gingold en 2006, seul *L'Humanité* lui rendit hommage. Sans doute la solution réside-t-elle désormais dans une approche franco-allemande de la question, ce qui implique que l'on continue à « dénationaliser » le thème de la résistance et à invalider certains des mythes fondateurs et identitaires qu'il véhicule pour chacun des groupes sociaux concernés.

Des résistants allemands en France

Le nombre d'Allemands ayant participé à la Résistance se situe entre plusieurs centaines et un millier. Ce sont à l'origine des exilés qui ont été contraints de quitter leur pays à partir de 1933 pour des raisons politiques et/ou raciales. Dès la déclaration de guerre, le 1^{er} septembre 1939, ils sont considérés comme des « sujets ennemis » et la plu-

part d'entre eux internés par le gouvernement Daladier, les femmes le sont en mai 1940. Par l'article 19 de la Convention d'Armistice du 22 juin 1940, le gouvernement de Vichy s'engage à livrer au *Reich* les ressortissants allemands dont



celui-ci exige l'extradition, poussant bon nombre d'entre eux dans la clandestinité. Par commodité, nous parlons ici d'Allemands, mais il serait plus approprié de parler

de hommes et de femmes de langue allemande ou nés Allemands, Autrichiens ou Sarrois. En effet, certains exilés obtiennent la naturalisation française avant 1939, d'autres deviennent apatrides, certains adoptent une autre nationalité tout en restant en France, comme Heinrich Mann la nationalité tchèque. D'après Klaus-Michael Mallmann qui a étudié le cas précis des Sarrois, c'est surtout à partir de 1943, tournant de la guerre, et au cours de 1944, que ceux-ci se rallient à la Résistance. L'occupation de la zone non occupée en novembre 1942 constitue, elle aussi, un facteur favorisant le passage à la clandestinité et à l'action résistante. Ces dates sont sans doute applicables à d'autres combattants.

La participation organisée d'Allemands à la résistance en France se manifeste principalement par trois types d'actions : le travail politique de contre-propagande et de renseignement, la lutte armée et l'aide aux persécutés. Les exilés chrétiens, sociaux-démocrates, trotskistes ou anarchistes y ont participé individuellement, alors que les réfugiés communistes, qui représentent le plus grand nombre de combattants, l'ont en général fait collectivement, dans le cadre du Parti communiste allemand clandestin (KPD), reconstitué à Toulouse en août 1940 par Otto Niebergall, Franz Dahlem étant alors interné au camp Le Vernet. C'est à l'initiative du Parti communiste français (PCF), par le biais de sa section réservée aux étrangers, la Main-d'œuvre immigrée (MOI), qu'est créé en 1941 le

Travail Allemand (TA), anti-allemand en fait, sous la direction du Slovaque Artur London, de l'Autrichien Franz Marek et du Sarrois Otto Niebergall. Il regroupe des résistants parlant l'allemand, indépendamment de leur nationalité d'origine, également des Tchèques et des Polonais. Le but du TA est d'infiltrer l'appareil militaire afin d'y mener un travail de recrutement et de renseignement. Gerhard Leo, par exemple, travaille comme interprète à la *Transportkommandantur* à Toulouse et fournit les horaires des trains que les résistants peuvent faire dérailler. Dora Schaul, employée à la *Deutsche Feldpost* de Lyon, signale les transports de troupes. Peter Gingold, entré dans un service de la *Luftwaffe*, renseigne sur l'emplacement des nouveaux aérodromes. Les membres du TA rédigent en allemand des tracts et des journaux de contre-propagande destinés aux soldats, *Soldat im Westen* pour la zone nord, puis *Soldat am Mittelmeer* pour la zone sud, à partir de novembre 1942. De jeunes femmes se faisant passer pour des Françaises, approchent les soldats et tentent de cerner leurs convictions afin de les gagner à leur cause. Elles auraient été une centaine à le faire.

À l'automne 1943, à la suite de la constitution en Union soviétique du Comité National Allemagne Libre (*Nationalkomitee Freies Deutschland*, NKFD) par des communistes allemands et des prisonniers de guerre allemands, Otto Niebergall crée en France une organisation qui se veut similaire. Il s'agit du Comité Allemagne Libre pour l'Ouest (CALPO) qui poursuit les objectifs du TA. Niebergall réalise une apparente ouverture en s'entourant de vice-présidents issus de la sociale-démocratie (Karl Hoppe) et du *Zentrum* (Heinrich Friedemann), mais le comité s'inscrit dans la stratégie militaire et politique de l'URSS. Des témoignages concordent cependant pour affirmer qu'il existe une diversité idéologique dans les rangs du TA, puis du CALPO, même si ces organisations sont pilotées par des communistes. En juin 1944, le CALPO est reconnu par le Comité français de Libération Nationale comme une organisation faisant partie de la Résistance française. Une convention est signée autorisant ses

membres à entrer dans les camps de prisonniers allemands, afin d'y poursuivre les actions de contre-propagande, mais les autorités françaises, devenues de plus en plus méfiantes, la retirent en janvier 1945. À cette date, le CALPO compte 300 exilés et quelques dizaines de déserteurs de la *Wehrmacht*.

Sur le plan de la lutte armée, des exilés allemands contraints à la clandestinité constituent des maquis dans les montagnes de Lozère et des Cévennes après l'occupation de la zone sud par la *Wehrmacht*. Ils ont en général acquis de l'expérience lors de la guerre d'Espagne ou dans les rangs de l'armée française en 1940. C'est en partageant la rude vie de maquisard que résistants allemands et français ont noué les liens les plus forts. À terme, les Allemands intègrent les groupes de combat et jouent parfois, comme dans les Cévennes, un rôle décisif. En mars 1943, Otto Kühne, ancien député communiste au *Reichstag*, y fonde en effet le maquis de Bonnetcombe. Au début de 1944, il devient officier politique du maquis Montaigne qui fusionne plusieurs maquis et compte 30 Allemands sur 60 partisans.

« Des exilés allemands constituent des maquis dans les montagnes de Lozère et des Cévennes »

Le maquis Montaigne opère en mars 1944 un regroupement avec le maquis gaulliste Bir Hakeim. Kühne et certains de ses hommes le quittent pour constituer un maquis de Francs-tireurs et Partisans de la MOI (FTP-MOI), organisation armée créée par les communistes. Kühne est promu lieutenant-colonel des FTP-MOI en juin 1944 et a désormais sous ses ordres plus de 2000 FTP qui participent à la libération des départements du Gard, de la Lozère et de l'Ardèche.

Signe du dépassement des clivages nationaux et de l'entente cordiale qui s'est forgée dans la lutte armée, ce sont à Nîmes, trois Allemands qui marchent en tête du défilé en l'honneur des résistants le 3 septembre 1944. D'autres exemples sont connus : Max Brings et August Mahnke participent à la libération de Marseille, Julius Schneider à celle de Forcalquier, et l'on compte des groupes de 15 à 20 combattants allemands dans les maquis du Puy-de-Dôme et du Tarn-et-Garonne (maquis de Saint-Antonin). Une centaine d'entre eux ont participé à la libération de Paris dans les Forces

Françaises de l'Intérieur (FFI). D'autres ont combattu dans le cadre des Forces Françaises Libres (FFL), notamment en Afrique du Nord.

L'aide aux persécutés est un aspect peu étudié. Jacques Poujol signale des actions de sauvetage menées de concert par des exilés allemands et des Français dans des villages des Cévennes. On sait que les écrivains Louis Aragon et Elsa Triolet ont trouvé refuge en novembre et décembre 1942 chez les exilés Ella Rumpf et Hermann Nuding près de Dieulefit dans la Drôme. Klaus-Michael Mallmann cite la participation de juifs allemands à des actions de la résistance juive, notamment dans le cadre de réseaux d'évasion pour les enfants. Marianne Cohn, par exemple, membre du Mouvement Jeunesse Sioniste, fait passer des enfants en Suisse.

D'autres formes d'action ont sans doute existé, mais elles sont encore méconnues par manque de recherches. Quelques Allemands rejoignent par exemple le groupe *Témoignage Chrétien* qui édite et diffuse clandestinement ses *Cahiers*. Annette Röser cite le cas du social-démocrate Siegbert Simenauer, industriel berlinois exilé en France depuis 1928 et démobilisé de l'armée française en juillet 1940. Lui, sa femme Clara et le réfugié politique allemand Karl Maria Kiesel fabriquent à Montauban des faux papiers pour la résistance française et cachent occasionnellement des personnes persécutées pour raisons raciales ou politiques.

De nombreuses questions sont encore non élucidées sur ce chapitre peu connu de la résistance en France. Celles-ci portent sur le nombre et les origines sociales, politiques et religieuses des résistants de langue allemande, sur la part de femmes, ainsi que sur les motivations. On peut également se demander si ces personnes ont principalement agi au sein de la résistance française, en s'intégrant à des groupes existants – par exemple dans la lutte armée, pour la fabrication de faux papiers et l'aide aux persécutés – ou si l'on peut parler d'une résistance spécifiquement allemande en France – ce que les activités du TA et du CALPO pourraient donner à penser. La question de la nationalité de ces combattants, soulevée précédemment, est elle aussi délicate. Ainsi, Pierre-Paul Sagave, né Allemand en 1913, devenu Français en 1935 et actif

dans le réseau Marcel à Marseille, ou Stéphane Hessel, né Allemand en 1917, devenu Français en 1937 et ayant rejoint la France Libre à Londres, sont des exemples difficiles à classer. On peut également citer les cas d'Ernest Jouhy (né Ernst Leopold Jablonski) et de Joseph Rovay (né Joseph Rosenthal) qui, en restant en France après la guerre et en changeant leur nom, font, volontairement ou involontairement, oublier leurs origines et leur éventuelle visibilité en tant que résistants allemands en France. Il en est de même pour la participation de juifs allemands à la résistance en France. Jusqu'ici en effet, certaines recherches sur la résistance juive ont tendance à accorder une place secondaire à la nationalité d'origine de ses membres.

Des résistants français en Allemagne

Les activités communes sur le sol allemand semblent avoir été moins nombreuses, mais peut-être est-ce parce qu'elles sont encore moins connues et



n'ont jamais fait l'objet de recherches spécifiques. Dans le cadre d'études sur la résistance allemande, les historiens ont constaté que certains groupes ont recherché la collaboration de travailleurs civils étrangers, qu'ils soient prisonniers de guerre, volontaires ou requis pour le Service du Travail Obligatoire (STO). Certains de ces étrangers étaient français. Hans-Rainer Sandvoss a étudié deux de ces groupes à Berlin. Ceux-ci s'inscrivent

dans la tradition socialiste tout en étant idéologiquement et logistiquement indépendants des cercles issus du parti communiste (KPD) ou du parti social-démocrate (SPD) clandestins.

Le groupe *Europäische Union* se constitue à partir de 1939 autour du chimiste Robert Havemann, du médecin Georg Groscurth, de l'architecte Herbert Richter et du dentiste Paul Rentsch. Leur objectif principal consiste à aider des victimes raciales en fournissant cartes de rationnement, faux papiers, argent ou cachettes. Par le biais d'un chimiste tchèque d'origine russe, Konstantin Zadkevitz, le groupe entre en contact avec des étrangers, et notamment avec les requis français Wladimir Boisselier, Jean Cochin, René Peyriguère et James Frichot qui travaillent dans l'usine électronique *Lorenz AG*. Les Allemands voient par ce biais une façon de commencer à réaliser l'« Europe socialiste unie » qu'ils appellent de leurs vœux. Ils aident financièrement et matériellement les requis qui participent à certaines réunions politiques, cherchent de nouvelles recrues et traduisent les tracts du groupe en français. Tous sont arrêtés en 1943, Boisselier et

Cochin sont condamnés à mort. Le groupe Mannhart réunit 7 personnes à partir de 1942 autour du médecin Max Klesse. Ses membres rédigent et distribuent des tracts contre le régime, essentiellement dans les usines. Otto Dressler et Friedrich Lüben les distribuent dans l'usine *Rheinmetall-Borsig* qui compte 18 000 ouvriers, dont 5 400 travailleurs étrangers. Ils entrent en contact avec trois prisonniers français devenus travailleurs civils, Paul Frayssinet, Paul Bouillon et Edouard Tremblay. Ces derniers sont chargés de traduire et de distribuer les tracts en français, ainsi que de constituer leur propre organisation parmi les 1 000 Français de l'usine. L'arrestation des membres du groupe en 1943 met fin au travail commun qui a duré plus longtemps qu'au sein d'*Europäische Union*. Elle est suivie de nombreuses condamnations à mort, notamment celle du communiste Tremblay.

Patrice Arnaud qui a travaillé sur les travailleurs civils français en Allemagne cite deux autres exemples. Le groupe autour de Kurt Seifert à Zwickau

est composé pour un quart de Français (une quinzaine de personnes). Ceux-ci effectuent des actions de sabotage dans les usines où ils travaillent, notamment dans les usines d'*Auto Union*. Un autre groupe dirigé par Hermann Müller, dans le cadre du réseau autour de Theo Neubauer et Magnus Poser, proche du KPD, est pour sa part actif aux usines *Carl Zeiss* à Iéna. Il aurait, lui aussi, recruté un certain nombre de travailleurs étrangers, dont le Français Gérard Jacques.

Certaines biographies permettent de faire le lien entre les deux volets de cette résistance franco-allemande. Herbert Tschäpe par exemple, membre du KPD, est interné en France dans les camps de Gurs et Le Vernet après sa participation à la guerre d'Espagne dans les rangs des Brigades internationales. Livré au *Reich* par le gouvernement de Vichy, il est interné au camp de Sachsenhausen en 1941 dont il s'échappe en 1944, notamment grâce à l'aide de déportés

« Les camps de concentration ont en effet été le lieu d'actes de fraternisation »

politiques français qui font la garde. Intégré au groupe d'Anton Saefkow et Franz Jacob, proches du KPD, il prend une fausse identité française, « Raymond Magne », et entretient des contacts avec des requis français communistes pour lesquels il traduit des textes dans les deux sens. Il reproduit également un tract rédigé en français par ceux-ci à l'attention de travailleurs civils volontaires français.

Les camps de concentration, où les prisonniers politiques étaient déportés quelle que soit leur nationalité, ont en effet été le lieu d'actes de fraternisation entre résistants allemands et français. Stéphane Hessel obtient à Buchenwald, pour lui et ses camarades français, l'aide du social-démocrate Heinz Baumeister et de membres de l'Institut pour l'Hygiène, dont Eugen Kogon. Et l'on connaît l'amitié qui s'est nouée entre Edmond Michelet et Joseph Rovau au camp de Dachau. Le *Chant des marais* (*Moorsoldatenlied*), composé en 1933 par des déportés allemands au camp de Börgemoor et qui se répandit ensuite, sur la même mélodie mais dans des langues différentes, dans tous les camps de concentration, est emblématique de cette fraternisation et de l'internationalisation du combat.